



Tous à Bruxelles les 24 et 25 mai prochains contre l'OTAN

Après les déclarations tonitrueuses de Donald Trump pendant sa campagne électorale annonçant le désinvestissement des USA dans l'OTAN, voire sa dissolution, la réalité apparaît crûment : il effectuera son premier voyage en Europe depuis son élection à l'occasion du sommet de l'OTAN des 25 et 26 mai 2017, correspondant à l'inauguration de son nouveau siège à Bruxelles.

Seuls les naïfs ont pu croire que les messages par twitter auraient une réalité et ignorer que cette annonce signifierait plutôt une demande de participation financière accrue de la part des 27 autres membres de l'OTAN.

En 2007, à l'initiative de N. Sarkozy, la France a réintégré tous les organes de commandement de l'Otan, une décision qui s'est accompagnée du renforcement de l'engagement militaire en Afghanistan. Il a également fait appel aux moyens de l'Otan dans sa guerre en Libye, qui a plongé durablement ce pays et toute cette région dans le chaos. Le président Hollande a suivi la même orientation, participant à la politique de tension de l'Otan avec la Russie, qui se traduit par le déploiement de troupes et l'installation d'un système de missiles aux frontières de la Russie. L'Otan est également partie prenante des guerres de Syrie, d'Irak et établit une ceinture maritime dans la Méditerranée pour refouler les réfugiés.

Le bilan pour les peuples est lourd !

Le caractère belliciste de l'Otan s'affirme de plus en plus.

L'Otan ne nous « défend » pas : elle défend les intérêts du système capitaliste et l'hégémonie étasunienne. Et ce faisant, elle nous met en grande insécurité.

L'OTAN, bras armé d'une idéologie ultralibérale

L'atlantisme est, de la social-démocratie à la droite conservatrice, un influant courant idéologique centré sur la reconnaissance du leadership des États-Unis pour défendre les intérêts du monde occidental. Le discours de Churchill à Fulton, en 1946, qui appelle à « l'utilisation commune de toutes les bases militaires navales et aériennes qu'un de nos pays possède, partout dans le monde », est au fondement de cette idéologie et de la création de l'OTAN.

L'idéologie atlantiste, c'est Foster Dulles déclarant en 1954 lors des débats pour la CED que le refus de la France « obligerait une 'réévaluation agonisante' de la politique étrangère de base des États-Unis ». C'est en 1962, Kennedy voulant constituer une force multilatérale sous commandement américain dans le cadre de l'OTAN. C'est en 1973, Kissinger qui déclare : « les forces américaines nécessaires seront maintenues en Europe, non pas simplement comme un garant de l'utilisation éventuelle de nos armes nucléaires, mais comme une contribution essentielle à une structure de la défense occidentale cohérente, sur laquelle nous soyons tous d'accord ». À la fin

de la guerre froide, l'idéologie atlantiste fait siennes les thèses d'Huntington d'un conflit de civilisation avec un Occident gendarme du monde.

Aujourd'hui, conséquence de l'échec des interventions militaires, l'atlantisme s'inscrit dans la militarisation d'un Occident qui se dit menacé. L'OTAN, son bras armé, joue un rôle essentiel dans les politiques de guerre et d'intégration de l'Europe à la stratégie globale de défense des États-Unis par l'uniformisation des armées et la standardisation de leur armement.

L'OTAN est intervenue directement, ou indirectement en apportant la logistique de guerre, dans la plupart des conflits ouverts ou semi-ouverts des 20 dernières années : ex-Yougoslavie, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Ukraine, Soudan, RCA, etc. Le résultat, hélas commun à tous ces théâtres de guerre, les morts et les blessés, mais aussi la destruction matérielle des villes, des usines, de l'agriculture et de l'environnement entraînant la dislocation des communautés qui y vivaient. C'est un chaos beaucoup plus fort qu'au moment où la guerre a été décidée. Ce chaos s'est étendu dans les pays voisins comme le montrent les exemples de l'Irak et de la Libye notamment. L'OTAN établit une ceinture maritime dans la Méditerranée pour refouler les réfugiés.

Le bilan pour les peuples est lourd !

L'OTAN, vestige de la conception bipolaire du monde visant à assurer l'hégémonie des puissances occidentales, va à l'encontre des besoins du monde. Un autre monde multipolaire est à faire vivre et les Nations Unies en sont le cadre pour cela. C'est la culture de paix, la solidarité entre les peuples, le rejet de la guerre, la recherche de négociations qui peuvent assurer la sécurité du monde, seule solution aux problèmes.

Le caractère belliciste de l'OTAN s'affirme de plus en plus. Les pays membres de l'OTAN, États-Unis en tête, voudraient que cette organisation se substitue à l'ONU, en refusant, notamment au sein du Conseil de Sécurité, que cette dernière joue pleinement son rôle de maintien et de rétablissement de la paix. Quitte à lui reprocher ensuite de se

révéler impuissante à régler les conflits comme on le voit au Proche et au Moyen-Orient.

L'OTAN, organisation à forte composante militaire, ne nous « défend » pas : elle défend les intérêts du système capitaliste et l'hégémonie étasunienne. Et ce faisant, elle nous met en grande insécurité.

L'OTAN, moteur de la course aux armements

Dans un contexte général de dépression et d'austérité, après plusieurs années de croissance, les dépenses militaires mondiales et celles des États-Unis avaient tendance à diminuer depuis 2011. Cependant, elles ont doublé en 12 ans pour atteindre 1800 Mds\$ en 2015.

Région ou pays	% du PIB
Moyenne mondiale	2,3
Union européenne	1,48
Belgique	0,9
Allemagne	1,2
Italie	1,11
France	1,78
Ensemble des 28 pays de l'OTAN	2,43
USA	3,61
Russie	5,4
Pays de la péninsule arabique	13,7

NOTA : ces chiffres sont les chiffres officiels des gouvernements. En France, par exemple, ils ne prennent pas en compte des budgets cachés, comme les recherches universitaires ou une part importante des OPEX – Opérations extérieures-. Selon le SIPRI¹, il faudrait ajouter 0,4% du PIB. Les chiffres liés à la lutte contre la cybercriminalité ne sont que très partiellement pris en compte.

En raison du traité sur l'armement nucléaire stratégique, les missiles nucléaires à longue portée connaissent une lente diminution. Mais au niveau des armes à moyenne et courte portée, la course aux armements et à l'innovation en contournant les engagements internationaux bat son plein. De même qu'au niveau des armes anti-missiles.

Avec Trump, c'est 2% des PIB pour plus d'armes pour l'OTAN

D. Trump a annoncé une augmentation de 54 milliards de \$ du budget militaire US, le plus important budget de guerre au monde. Il fait pression sur les membres de l'OTAN pour qu'ils s'engagent à consacrer 2% du PIB à leur budget militaire. Il veut engager davantage l'OTAN dans « la guerre contre le terrorisme » et perfectionner les armes nucléaires, dont plusieurs sont stationnées sur les bases US et/ou OTAN dans des pays où l'opposition populaire à la présence des bases et

des bombes, missiles et autres engins nucléaires grandit. C'est notamment le cas de l'Italie.

Les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN inscrivent l'objectif des 2% dans les budgets, en même temps qu'ils réaffirment leur volonté de faire baisser les déficits publics. Autrement dit, ce sont les budgets sociaux, de la santé, de l'enseignement... qui seront ponctionnés, pour respecter les dogmes néolibéraux.

Hollande et son ministre de la « défense », Le Drian, ont été d'excellents marchands d'armes, participant à la militarisation du monde. Les montants des ventes d'armes battent des records : 60 milliards en 2016 !

Que prévoit l'OTAN ? En premier, le rééquilibrage des dépenses entre les États-Unis et les pays européens, les États-Unis ne voulant plus autant payer pour le parapluie nucléaire de l'Europe.

C'est à dire, qu'ils veulent partager les dépenses, et pour cela, se diriger vers 2 % du PIB consacré aux dépenses militaires dans l'ensemble des pays européens : c'est donc des moyens nouveaux considérables qui en Europe, devront être consacrés à l'armement.

Restons un instant sur ce chiffre de 2 % du PIB qui est très largement présenté comme le minimum à consacrer aux budgets d'armement. Ce montant n'a jamais été justifié comme correspondant à des objectifs précis ; il n'a jamais, au moins en France, fait l'objet d'une discussion au Parlement. On nous le présente ainsi comme une évidence qu'il serait inutile de démontrer : ce procédé est proche d'une intoxication informationnelle.

Les sommes ainsi consacrées à l'armement seront à l'évidence prises sur tous les autres budgets français, dont les budgets sociaux.

Le nucléaire militaire, toujours la priorité

L'autre aspect est la relance de la course aux armements dans le domaine du nucléaire militaire : si les armes nucléaires ont considérablement diminué depuis la guerre froide (7.000 étaient alors stationnées en Europe, l'arsenal des États-Unis dans les pays de l'OTAN est de 200 armes, celui de la France de 300), l'orientation actuelle est de contourner les traités avec des armes plus efficaces. De nouvelles bombes sont prévues en 2019, elles ne sont plus seulement gravitaires, mais à queue guidée et plus précises, présentées comme faisant des dégâts plus limités hors de la cible visée ; les bombardiers doivent être remplacés par une nouvelle génération d'avions furtifs : la guerre nucléaire devient ainsi plus "possible".

La Russie semble compenser son armement conventionnel vieillissant par sa force nucléaire ce qui tend aussi à relancer la course aux armements.

L'OTAN mène des politiques qui renforcent son poids militaire : le bouclier antimissile est déployé au Royaume Uni et en Roumanie, puis le sera en Pologne. Il est destiné à

¹ *Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)*. Il publie pour tous les pays chaque année en avril les chiffres de dépenses d'armement de l'année précédente.

contrer tous les types de missiles. Le bouclier anti-missiles est censé assurer seulement la sécurité des USA, pas celle des autres pays et notamment pas ceux qui accueillent les installations de détection, comme la Roumanie, la Pologne ou le Royaume-Uni. En cas de conflit, ces pays et leurs voisins seraient les premières cibles !

Dans de nombreux pays, on assiste au renouvellement des anciens chasseurs-bombardiers.

Ainsi les pays de l'OTAN contournent les traités actuels en améliorant leurs armes tactiques. **Cela amènera un bouleversement complet de la stratégie en « permettant » l'utilisation de bombes nucléaires moins puissantes bien que plus destructrices que des armes classiques sur le champ de bataille.** Elles deviendraient facilement utilisables dans un conflit.

Si l'OTAN modernise, la France n'est pas de reste ; le nouveau missile M51-2 disposera de qualités de furtivité, et portera la nouvelle « tête nucléaire océanique » de 10 kT, les missiles lancés par les bombardiers auront une portée de 500 km, et de nouveaux avions ravitailleurs sont prévus pour pouvoir attaquer plus loin. Les sous-marins nucléaires amplifient la tendance : une nouvelle génération va être développée. Tout ceci avec un investissement annuel prévu de 6 milliards d'euros par an (3,4 actuellement) et une nouvelle croissance des dépenses militaires françaises déjà élevées par rapport aux autres pays de l'UE. **Les dépenses consacrées aux armes atomiques vont être doublées !** L'austérité est pour les populations, par pour la machine de guerre.

Tous ces programmes doivent permettre de garder les « compétences industrielles » pour le plus grand profit du complexe militaro-industriel des différents pays.

Une guerre rendue plus faisable, des dépenses militaires en hausse partout : est-ce l'intérêt des peuples ? Il est temps de dire stop, d'arrêter la course folle de l'OTAN et de conclure le traité d'interdiction des armes nucléaires en débat cette année 2017 à l'ONU, mais où la France est absente.

L'illégalité de l'OTAN

La Charte des Nations Unies, qui a institué un droit international universel fondé sur la paix dans le monde, a

interdit le recours, individuel ou collectif, à l'usage ou à la menace de la force et même la défense préventive dans les relations internationales, pour en réserver l'usage exclusif au Conseil de Sécurité et seulement pour le maintien ou le rétablissement de la paix. Elle prévoit la possibilité d'organisations régionales, mais seulement pour une coopération entre ses membres, et dans le respect de ces principes. Non seulement l'OTAN n'est pas une organisation régionale, puisqu'il n'y a pas de région de l'Atlantique Nord, que nombre de ses membres sont loin de cet océan, et qu'elle agit bien au-delà. Mais surtout, elle s'inscrit ouvertement dans des objectifs d'intervention militaire qui par nature sont une violation, pour se l'approprier, des principes de sécurité collective ci-dessus rappelés ; ainsi, l'OTAN est aussi illégale que le serait une bande armée à l'intérieur d'un pays

Dissoudre l'OTAN et en tout cas dès maintenant en sortir

Pour donner un coup d'arrêt à la militarisation, à la course aux armements, à la relance des armes nucléaires, à la montée des tensions, il faut en finir avec l'OTAN.

La France en est un acteur majeur : en sortant de l'OTAN, elle contribuera à développer une politique de paix qui sera un point d'appui pour les peuples des autres pays membres.

Elle prendra des initiatives internationales majeures pour inciter les autres pays à en faire de même.

C'est le message que nous porterons, avec des délégations de nombreux autres pays, lors du prochain sommet de l'OTAN qui va se tenir les 24 et 25 mai prochains à Bruxelles à l'occasion de l'inauguration du nouveau siège de l'OTAN, bunker ayant coûté sans doute plus que les 1,1 milliards d'euro annoncés.

Un grand nombre d'organisations se mobiliseront :

- pour dénoncer cette alliance militaire qui fait monter les tensions internationales, notamment en Europe, qui pousse à la militarisation des économies et à la course aux armements, y compris nucléaires ;
- pour dire « non à la guerre », pour la recherche de solutions politiques aux conflits, pour la solidarité et la fraternité entre les peuples.

Programme du contresommet :

- La manifestation du 24 mai
- Les débats du contresommet du 25 mai

Voir sur les sites internet :

- www.stopnato2017.org
- www.otan-non.org

L'OTAN créée en 1949 est une alliance militaire et politique largement dominée par les États-Unis, elle est un instrument majeur de leur hégémonie mondiale. Ses membres ne sont pas sur un pied d'égalité, même si les décisions concernant les engagements sont prises au consensus. Les normes techniques qu'elle impose, au nom de l'efficacité et de « l'interopérabilité » des forces armées, créent des liens très forts de dépendance et renforcent les monopoles d'armement US les plus puissants.

Ainsi, dans l'appel d'offre actuel du gouvernement belge pour remplacer les chasseurs bombardiers US F16, les concurrents non états-uniens sont éliminés de fait, dont le Rafale de Dassault. Elle a des ambitions d'extension, aussi bien en Europe (l'Ukraine) que dans d'autres régions du monde (en Afrique, en Asie, en Amérique latine...), à travers des coopérations régionales. L'OTAN se considère comme le tuteur « naturel » de l'UE : l'adhésion à l'OTAN des pays d'Europe orientale a toujours précédé celle à l'Union européenne

Pays membres de l'OTAN en mars 2017 et année d'adhésion	
Albanie (2009)	Italie (1949)
Allemagne (1955)	Lettonie (2004)
Belgique (1949)	Lituanie (2004)
Bulgarie (2004)	Luxembourg (1949)
Canada (1949)	Norvège (1949)
Croatie (2009)	Pays Bas (1949)
Danemark (1949)	Pologne (1999)
Espagne (1982)	Portugal (1949)
Estonie (2004)	République Tchèque (1999)
États-Unis (1949)	Roumanie (2004)
France (1949)	Royaume Uni (1949)
Grèce (1952)	Slovaquie (2004)
Hongrie (1999)	Slovénie (2004)
Islande (1949)	Turquie (1952)

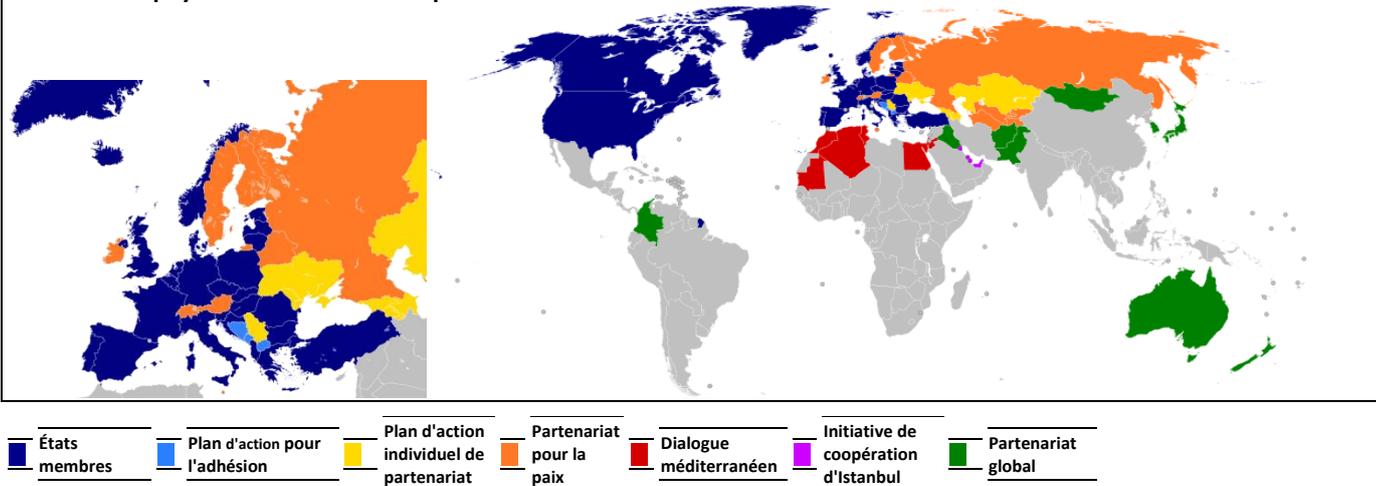
Partenariats

L'OTAN a signé de nombreux accords de coopération, le Partenariat pour la paix (PPP), avec la plupart des États européens non membres (sauf micro-États et Chypre) et tous les pays de la CEI. Ce sont des accords bilatéraux et extrêmement souples : chaque État souhaitant participer au partenariat décide, en collaboration avec les États membres, du niveau de collaboration qu'il souhaite entreprendre avec l'OTAN. L'objectif est avant tout de maintenir des échanges d'informations avec les anciens États membres de l'URSS.

D'autres partenariats, généralement plus distendus, existent : c'est le cas par exemple du « Dialogue méditerranéen » qui réunit la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Jordanie, Israël et l'Égypte.

Il est entendu que chaque État organise avant tout une surveillance efficace de son territoire. À ce titre, chaque État a sa propre spécificité géopolitique. Par exemple, la Roumanie est une sorte de pont entre l'Europe centrale et l'Europe du Sud-Est

Carte des 28 pays de l'OTAN et de ses partenaires



Premiers signataires de l'appel : Américains contre la guerre (AAW), Anciens Appelés en Algérie et leurs amis contre la Guerre (4ACG), Abolition Armes Nucléaires - Maison de Vigilance, ATTAC, Collectif Faty KOUMBA : Association des Libertés, droits de l'homme et non-violence, Conseil Démocratique Kurde de France (CDK-F), Droit-Solidarité, Enseignants pour la Paix, EELV, Ensemble !, Femmes Égalité, Femmes Solidaires, Iraniens contre la guerre, Le Mouvement de la Paix, Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF), MRAP, Collectif Ni Guerres ni État de Guerre, Parti de la Démondialisation (ParDem), PCOF, PCF, Sortir du colonialisme, Union Pacifiste de France, Union Syndicale Solidaires,